

Pour une Alternative à Gauche,

Poitiers; le 20 février 2010

« Alimentons le Poitou-charentes »

Nous approuvons complètement les analyses "d'Alimentons les régions" au sujet de l'agriculture moderne. On peut leur donner un éclairage politique : l'agriculture étant une branche de l'activité humaine, il n'y a aucune raison qu'elle ne subisse pas, elle aussi, les méfaits de l'économie néolibérale qui domine le monde. Ces méfaits sont le fruit de la mondialisation (OMC) et des directives européennes qui organisent l'économie à travers le monde dans le but unique de maximaliser les profits des grandes entreprises multinationales, au mépris de l'écologie, de la démocratie, et de toutes les valeurs sociales et humaines.

Les propositions que vous formulez sont plus techniques que les nôtres. Nous les acceptons car leur pragmatisme enrichit notre programme.

"Pour une Alternative à Gauche" veut rompre avec les méthodes productivistes du capitalisme, dans l'agriculture aussi!.

PAG veut encourager une agriculture de qualité dans la région par l'aide aux paysans, par l'organisation des circuits courts et par l'éducation.
Les propositions sont développées en annexe.

La liste "Pour une Alternative à Gauche",

Myriam ROSSIGNOL
Véronique BAMAS (16)
Gilles SUZE, Claire SARTRE-LOUBIGNAC (17)
Jean-Pierre Gay (79)
Bruno RIONDET (86)

"Pour une Alternative à Gauche" veut rompre avec les méthodes productivistes du capitalisme, dans l'agriculture aussi!.

Une alimentation de bonne qualité provient nécessairement d'une l'agriculture de qualité (élevage et culture).

Or, l'agriculture productiviste, basée sur la recherche du rendement maximum à l'hectare, reste encore la pratique la plus répandue. L'agriculture est devenue un agro-business qui ignore les besoins réel des consommateurs, affame les pays du sud, impose des brevets sur le vivant. De même les spéculations sur la vente des récoltes détournent l'agriculture de sa mission de nourrir l'humanité. Le Marais Poitevin, où l'agriculture intensive a détruit la majeure partie des prairies naturelles est l'exemple criant de l'accaparement des terres et de la destruction de la biodiversité.

Cette agriculture exige un usage massif d'intrants (engrais, pesticides, insecticides, fongicides), une mécanisation de plus en plus performante, mais aussi coûteuse. Elle demande également des dispositifs d'irrigation géants, onéreux et qui épuisent les nappes phréatiques. L'été, le niveau des rivières en est affecté et les eaux sont chargées d'intrants et d'algues qui s'accumulent dans les estuaires en pénalisant la conchyliculture. L'agriculture hors sol, donnant des produits de qualité organoleptique et sanitaire la plus basse en est le résultat.

Le tout aboutit d'une part à un rendement financier médiocre pour les exploitations agricoles, au profit des établissements bancaires, des semenciers et fournisseurs de produits phytosanitaires, et d'autre part à une alimentation médiocre, surchargée d'additifs, notamment sel et sucre, pour tromper sur la qualité des produits.

A l'inverse, une agriculture paysanne, respectueuse du produit et de l'environnement, donne des produits de qualité, dont certains sont valorisés par des labels (label rouge, AB, Nature et Progrès, Déméter....)

Le maximum de garanties est fourni par l'agriculture et l'élevage biologique.

La fourniture de ces produits est actuellement insuffisante, car :

- 1) très peu de terres sont actuellement cultivées de manière biologique (2% en P-C). Il faut 3 ans de reconversion pour retrouver un sol apte à l'AB.
- 2) très peu de cultivateurs sont aidés pour la conversion vers une production de qualité plutôt que de quantité, tant par les conseillers techniques que par les banques.
- 3) les produits labellisés étant rares, les intermédiaires pratiquent des marges énormes. Ces produits sont vendus plus chers, trop chers.

L'impact de la qualité de l'alimentation sur la santé n'est plus à démontrer. Tous les additifs de l'alimentation industrielle, mais aussi ceux de l'agriculture sont nocifs pour la santé de la population.

PAG VEUT ENCOURAGER UNE AGRICULTURE DE QUALITE DANS LA REGION,

- PAR L'AIDE AUX PAYSANS

- 1) Accorder les aides en priorité aux agriculteurs qui pratiquent l'agriculture paysanne, en fonction de la qualité de la production et non pas de la taille de l'exploitation. De même, soutenir la pêche artisanale, respectueuse des ressources halieutiques.
- 2) Commencer l'implantation de cultures bio dans les bassins de captage des eaux de consommation, pour en supprimer les nitrates et autres produits "homicides" qui descendent dans les nappes phréatiques.
- 3) Faciliter l'accès à des terres cultivables en agriculture paysanne en créant des réserves foncières échappant à la spéculation, avec le partenariat de communes volontaires et de la Safer.
- 4) Créer un conservatoire régional de semences paysannes, en service public, permettant de collecter, préserver et rediffuser des variétés de semences naturelles adaptées à l'écosystème depuis des générations.

- PAR L'ORGANISATION DES CIRCUITS COURTS D'APPROVISIONNEMENT

- 5) Favoriser les circuits courts de distribution, pour baisser les prix de vente au public et revaloriser les prix de production et pour redonner une autonomie alimentaire locale et éviter les transports coûteux et polluants.
- 6) Organiser les filières de fourniture bio et locale pour la restauration collective gérée par la région, comme les cantines des lycées....
- 7) Soutenir les organismes déjà engagés dans cette action : associations, collectivités locales, AMAP, coopératives, groupements, syndicats...

- ET PAR L'EDUCATION

- 8) Inscrire comme matière obligatoire aux programmes des lycées agricoles l'agriculture biologique, pour les jeunes comme pour les adultes.
- 9) Entreprendre une campagne d'information publique dans le cadre de la mission culturelle de la région, pour expliquer l'avantage de consommer localement des produits de saison naturels.
- 10) Encourager la pratique du jardinage, au travers de jardins familiaux et solidaires sur une partie des terres maraîchères sauvegardées à proximité des villes, en vue d'une autonomie alimentaire partielle

En développant rapidement ce secteur d'activité en respect des principes écologiques, la région pourrait créer beaucoup d'emplois et mettre sur le marché des produits de bonne qualité à des prix compétitifs, donc accessibles au plus grand nombre. L'agriculture bio suppose aussi l'interdiction des OGM, de l'irrigation des champs (réservé au maraîchage), l'abandon des agro carburants.

La terre est là pour nourrir l'humanité, pas les machines, ni les systèmes financiers.